



CHAPITRE 116

LOI INTERDISANT AUX MUNICIPALITÉS D'ACCORDER DES SUBVENTIONS AUX ÉTABLISSEMENTS INDUS- TRIELS OU COMMERCIAUX

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
interdisant l'octroi de certaines subventions municipales.*

2. Nonobstant toute disposition contraire ou incom- Interdiction
aux muni-
cipalités d'ac-
corder des
subventions
aux établis-
sements com-
merciaux ou
industriels.
patible dans une loi générale ou spéciale, aucune muni-
cipalité ne peut, ni directement, ni indirectement, venir
en aide à un établissement industriel ou commercial et
notamment, sans restreindre en rien la généralité des ter-
mes précédents, elle ne peut venir en aide en aucune des
manières suivantes, savoir:

1° En prenant et souscrivant des actions d'une com-
pagnie formée pour cet objet;

2° En donnant ou prêtant de l'argent ou autre valeur
ou en donnant la jouissance ou la propriété d'un immeu-
ble;

3° En garantissant, par endossement ou autrement,
une somme d'argent empruntée;

4° En accordant une exemption de taxes à un établis-
sement industriel ou commercial. S.R. (1909), 5929,
partie; 9 Geo. V, c. 59, s. 11; 10 Geo. V, c. 67, s. 2; 11
Geo. V, c. 48, s. 14; 12 Geo. V, c. 80, s. 3.

3. Cependant, toute municipalité de cité, de ville ou Rempl. 168.V.C.34.43,
Communa-
tion de taxe
aux établis-
sements in-
dustriels, etc.
de village peut accorder, pour une période n'excédant
pas dix ans, une commutation de taxe à un tel établis-
sement industriel ou commercial, par règlement approuvé
par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables
et par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformé-
ment aux prescriptions de la loi concernant l'approba-
tion des règlements d'emprunts, en y faisant les change-
ments nécessaires. S. R. (1909), 5929, *partie*; 9 Geo.
V, c. 59, s. 11; 12 Geo. V, c. 80, s. 3.

Poursuites.

*Rump,**163.Vc.34.4.5-*

4. L'action en nullité d'un règlement ou d'une résolution adopté par un conseil municipal contrairement à la disposition prohibitive de l'article 2, peut être intentée contre la municipalité, par un contribuable de la municipalité, par toute personne intéressée ou par le ministre des affaires municipales. S.R. (1969), 5929, *partie*; 9 Geo. V, c. 59, s. 11; 12 Geo. V, c. 80, s. 3.